



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Algerie

Question au Gouvernement n° 2177

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Ma question s'adresse a M. le ministre des affaires etrangeres.

La situation en Algerie nous bouleverse tous. L'assassinat du secretaire general de l'UGTA constitue un pas de plus dans l'horreur et une atteinte supplementaire au potentiel democratique de ce pays.

On ne peut se satisfaire de l'attitude de la communaute internationale, faite de positions en demi-teinte, de silences genes et d'un affligeant manque de solidarite face au drame que vit ce peuple.

S'agissant de l'Algerie, la France n'est pas un pays comme les autres. Son passe et son identite lui conferent un role particulier.

Comment ne pas penser aux ressortissants algeriens qui vivent ici, a leur inquietude quant au sort de leurs familles restees la-bas ?

Comment ne pas penser a nos liens profonds, si anciens, et a notre responsabilite de partenaire economique de l'Algerie ?

Premierement, la France doit denoncer avec vigueur le terrorisme integriste, qui veut dicter sa loi a tout un peuple en semant l'effroi, la souffrance et la mort. Elle doit aussi mesurer que l'on ne repond pas au terrorisme par un contre-terrorisme, et que l'issue du drame algerien passe par le dialogue et l'ouverture a toutes les forces democratiques de ce pays, une voie que l'Etat algerien n'emprunte pas aujourd'hui.

Deuxiemement, la France doit repousser les tentatives visant a isoler l'Algerie. Cela ne penaliserait, une fois de plus, que le peuple, en donnant des arguments au terrorisme, qui se nourrit de la misere et du desespoir. Alors que des voix se sont prononcees pour une reduction de l'aide, nous reaffirmons la necessite d'un approfondissement de la cooperation avec ce pays, qui doit constituer un axe majeur de la politique mediterraneenne de la France.

Troisiemement, la solidarite de la France passe par une prise en compte de la demande des democratres algeriens qui doivent momentanement quitter leur pays pour echapper a la menace pesant sur eux et leurs familles.

Quelles initiatives le gouvernement entend-il prendre pour que l'Etat algerien ouvre le dialogue avec les forces democratiques de ce pays, seul moyen d'eradiquer effectivement le terrorisme, pour consolider la cooperation economique et culturelle avec l'Algerie, pour annuler sa dette, pour favoriser l'accueil des democratres algeriens et l'obtention du statut de refugie politique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre delegue aux affaires europeennes.

M. Michel Barnier, ministre delegue aux affaires europeennes. Nous ressentons tous, Gouvernement et Parlement, la meme epouvante et la meme emotion devant une horreur et une sauvagerie qui ne cessent de croitre. Au cote des 250 Algeriens sauvagement tues depuis le 10 janvier, debut du ramadan, nous pensons aussi a nos compatriotes francais qui ont ete touches, aux sept peres de Tibehirine et a Mgr Claverie.

Comme vous, monsieur le depute, nous avons la conviction que l'assassinat, il y a quelques heures, de M. Benhamouda est une etape supplementaire dans l'aggravation de la situation. M. Benhamouda etait une personnalite politique et syndicale remarquable, et nous avons eu l'occasion d'exprimer a sa famille et a ses amis notre sympathie. J'ajoute qu'il va beaucoup manquer dans le debat politique algerien et la recherche d'une

solution.

Oui, monsieur Biessy, la France condamne fermement, résolument, le terrorisme, d'où qu'il vienne et quel qu'il soit.

Oui, le drame que vit l'Algérie bouleverse la France et tous les Français.

Oui, la France et l'Algérie ne sont pas l'un pour l'autre des pays comme les autres, les liens entre eux, que nous connaissons tous, et l'importante communauté algérienne vivant en France en témoignent. Voilà pourquoi nous avons exprimé à de nombreuses reprises, depuis plusieurs années, le souhait d'un vrai dialogue politique dans ce pays,...

M. Jean-Claude Lefort. Pas avec le FIS !

M. le ministre délégué aux affaires européennes. ... le souhait d'une réconciliation, c'est la condition du retour à la paix. Mais ce retour à la paix dépend d'abord des Algériens, et d'eux seuls.

M. Jean-Claude Lefort. Qu'on se rappelle de la rencontre de Rome !

M. le ministre délégué aux affaires européennes. Monsieur Biessy, ce que je vous ai dit au nom du Gouvernement, en pesant bien le fait que l'Algérie est et restera pour nous un pays proche et important, ne traduit pas un silence gêné, et encore moins une quelconque indifférence : c'est simplement la reconnaissance du fait que l'Algérie est un pays indépendant et souverain. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre).

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Gilbert Biessy.

M. Gilbert Biessy. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

La situation en Algérie nous bouleverse tous. L'assassinat du secrétaire général de l'UGTA constitue un pas de plus dans l'horreur et une atteinte supplémentaire au potentiel démocratique de ce pays.

On ne peut se satisfaire de l'attitude de la communauté internationale, faite de positions en demi-teinte, de silences gênés et d'un affligeant manque de solidarité face au drame que vit ce peuple.

S'agissant de l'Algérie, la France n'est pas un pays comme les autres. Son passé et son identité lui confèrent un rôle particulier.

Comment ne pas penser aux ressortissants algériens qui vivent ici, à leur inquiétude quant au sort de leurs familles restées là-bas ?

Comment ne pas penser à nos liens profonds, si anciens, et à notre responsabilité de partenaire économique de l'Algérie ?

Premièrement, la France doit dénoncer avec vigueur le terrorisme intégriste, qui veut dicter sa loi à tout un peuple en semant l'effroi, la souffrance et la mort. Elle doit aussi mesurer que l'on ne répond pas au terrorisme par un contre-terrorisme, et que l'issue du drame algérien passe par le dialogue et l'ouverture à toutes les forces démocratiques de ce pays, une voie que l'État algérien n'emprunte pas aujourd'hui.

Deuxièmement, la France doit repousser les tentatives visant à isoler l'Algérie. Cela ne pénaliserait, une fois de plus, que le peuple, en donnant des arguments au terrorisme, qui se nourrit de la misère et du désespoir. Alors que des voix se sont prononcées pour une réduction de l'aide, nous réaffirmons la nécessité d'un approfondissement de la coopération avec ce pays, qui doit constituer un axe majeur de la politique méditerranéenne de la France.

Troisièmement, la solidarité de la France passe par une prise en compte de la demande des démocrates algériens qui doivent momentanément quitter leur pays pour échapper à la menace pesant sur eux et leurs familles.

Quelles initiatives le gouvernement entend-il prendre pour que l'État algérien ouvre le dialogue avec les forces démocratiques de ce pays, seul moyen d'éradiquer effectivement le terrorisme, pour consolider la coopération économique et culturelle avec l'Algérie, pour annuler sa dette, pour favoriser l'accueil des démocrates algériens et l'obtention du statut de réfugié politique ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué aux affaires européennes.

M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes. Nous ressentons tous, Gouvernement et Parlement, la même épouvante et la même émotion devant une horreur et une sauvagerie qui ne cessent de

croitre. Au cote des 250 Algeriens sauvagement tues depuis le 10 janvier, debut du ramadan, nous pensons aussi a nos compatriotes francais qui ont ete touches, aux sept peres de Tibehirine et a Mgr Claverie. Comme vous, monsieur le depute, nous avons la conviction que l'assassinat, il y a quelques heures, de M. Benhamouda est une etape supplementaire dans l'aggravation de la situation. M. Benhamouda etait une personnalite politique et syndicale remarquable, et nous avons eu l'occasion d'exprimer a sa famille et a ses amis notre sympathie. J'ajoute qu'il va beaucoup manquer dans le debat politique algerien et la recherche d'une solution.

Oui, monsieur Biessy, la France condamne fermement, resolument, le terrorisme, d'ou qu'il vienne et quel qu'il soit.

Oui, le drame que vit l'Algerie bouleverse la France et tous les Francais.

Oui, la France et l'Algerie ne sont pas l'un pour l'autre des pays comme les autres, les liens entre eux, que nous connaissons tous, et l'importante communaute algerienne vivant en France en temoignent. Voila pourquoi nous avons exprime a de nombreuses reprises, depuis plusieurs annees, le souhait d'un vrai dialogue politique dans ce pays,...

M. Jean-Claude Lefort. Pas avec le FIS !

M. le ministre delegue aux affaires europeennes. ... le souhait d'une reconciliation, c'est la condition du retour a la paix. Mais ce retour a la paix depend d'abord des Algeriens, et d'eux seuls.

M. Jean-Claude Lefort. Qu'on se rappelle de la rencontre de Rome !

M. le ministre delegue aux affaires europeennes. Monsieur Biessy, ce que je vous ai dit au nom du Gouvernement, en pesant bien le fait que l'Algerie est et restera pour nous un pays proche et important, ne traduit pas un silence gene, et encore moins une quelconque indifferance: c'est simplement la reconnaissance du fait que l'Algerie est un pays independant et souverain. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre).

Données clés

Auteur : [M. Biessy Gilbert](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2177

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : affaires europeennes

Ministère attributaire : affaires europeennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 janvier 1997, page 499

Réponse publiée le : 30 janvier 1997, page 499

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 janvier 1997